

Le service citoyen pour toutes et tous?



EN COULISSE

Avatars de la Françafrique



DOMINIQUE ZIEGLER*

«Françafrique».

Au début des années 1960, devant les révoltes et aspirations à la liberté des peuples africains sous tutelle française, la France du général de Gaulle n'eut d'autre choix que de faire semblant de leur octroyer une indépendance de façade. Le gouvernement français opta alors pour la stratégie suivante: l'élimination des leaders indépendantistes et la mise en place de dictateurs à sa solde. Le vernis africain était préservé, et la mainmise demeurait effective. Mieux encore, la puissance coloniale n'avait plus besoin de s'occuper d'un semblant d'administration; elle pouvait se servir, sans assurer le strict minimum en termes de gestion des infrastructures ou être comptable des besoins de la population. C'est ainsi que furent éliminés (entre autres exemples) le premier président démocratique du Togo Sylvanus Olympio, le leader indépendantiste camerounais Félix Moumié (empoisonné à Genève par un agent des services secrets français) ou plus tard, en 1987, Thomas Sankara au Burkina Faso.

Aujourd'hui, la France a perdu du terrain en Afrique, mais ses méfaits ont largement contribué au dérèglement général de la vie démocratique en Afrique de l'Ouest. Et ses avatars continuent de prospérer. Ainsi au Togo, le fils du dictateur Gnassingbé Eyadema a régné pendant vingt ans, après la mort de

son père (resté trente-huit ans de pouvoir). Les citoyen·nes togolais·es auront donc connu une seule et même famille régnante dans leur pays pendant... cinquante-huit ans! En 2025, Faure Gnassingbé (le fils) quitte enfin la présidence de la République... pour devenir président du Conseil de la République du Togo!

Imagineraient-on en France une soixantaine d'années avec la famille Macron ou Hollande présidente? Ou, en Suisse, Ignazio Cassis et Albert Rösti en charge des affaires du pays pendant plus d'un demi-siècle? Ce qui semble impossible et absurde pour l'Occident ne choque personne, dans notre hémisphère, lorsqu'il s'agit d'Afrique. Le mépris pour les droits démocratiques des Africain·es s'inscrit dans la longue tradition des rapports Nord-Sud, comprenant l'histoire nauséabonde de l'esclavage et du colonialisme.

Ce mois-ci, deux autres manifestations frappantes de ce mépris sautent aux yeux de celles et ceux qui veulent bien faire l'effort de regarder de ce côté-là de la planète: le résultat des «élections» au Cameroun et en Côte d'Ivoire.

Paul Biya, président du Cameroun depuis 1982 (et premier ministre entre 1975 et 1982) vient d'être reconduit à son poste après un simulacre d'élections. L'homme a 92 ans, se traîne comme une momie, n'est plus capable d'aligner deux phrases de suite, mais, dans l'indifférence de la communauté internationale, continue de diriger le Cameroun (ou, plus précisément, la petite clique qui l'entoure continue de le faire). Tout·e citoyen·ne camerounais·e ne connaît pas d'autre président que Paul Biya depuis quarante-trois ans. Paul Biya cumule le double record d'être le plus vieux chef d'Etat en exercice du monde et celui qui est au pouvoir depuis le plus longtemps. Cette situation est le fruit direct des agissements de la Françafrique décrits succinctement plus haut. Le Cameroun a connu des

massacres sanglants de la part de la puissance coloniale dès le début du processus d'indépendance»; l'armée française a réprimé dans le sang les mouvements indépendantistes entre 1955 et 1971, avec un bilan humain s'élevant à plus de 100 000 victimes camerounaises. Paul Biya, héritier du processus et pièce maîtresse du dispositif françafricain, a été soutenu par tous les gouvernements français, de De Gaulle à Macron. Il réside la moitié du temps à l'hôtel Intercontinental à Genève. La police genevoise est venue à son secours, il y a quatre ans, pour réprimer les manifestations d'opposant·es camerounais·es qui appelaient à sa démission devant l'Intercontinental, donnant lieu à des scènes de répression et de poursuites hallucinantes. Le fat gouvernement genevois fit l'autruche, bien entendu. On n'allait pas se formaliser pour les aspirations démocratiques de quelques Africain·es!

En Côte d'Ivoire, c'est ni plus ni moins l'instigateur de la sanglante guerre civile qui ravagea le pays au début des années 2000, Alasane Ouattara (un ami intime de Sarkozy), qui s'accapare un quatrième mandat, à l'issue d'un simulacre de processus électoral interdit à ses opposant·es les plus sérieux, et largement boycotté par l'opposition et le peuple. Pour les Ivoirien·nes aussi, le cauchemar continue.

Mais qui s'en soucie en Occident? La veulerie de nos dirigeants a déjà largement fait ses preuves face au génocide à Gaza. Pourquoi espérer un quelconque réveil, même de façade, concernant le droit à vivre en démocratie pour les Africain·es? Nos belles démocraties blanches n'ont même plus besoin de se fatiguer à mentir. L'opinion publique, elle, ferait bien de s'alarmer et de manifester sa solidarité car, au vu de la fascisation galopante de nos sociétés, nous pourrions bientôt connaître un destin analogue.

* Auteur metteur en scène, www.dominiqueziegler.com

AGORA

Aux HUG, une infection raciste mal curée!

Racisme ► Alain Tito Mabilia revient sur le malaise persistant aux Hôpitaux universitaires de Genève, après un audit confirmant l'existence de propos racistes entre cadres et personnel au sein de l'institution.

ALAIN TITO MABIALA*

En 2020 déjà, une employée somalienne des Hôpitaux universitaires de Genève avait subi une insulte raciste de la part de sa hiérarchie¹. En 2021, c'est une infirmière de confession musulmane² qui s'était vu proscrire l'inscription de son fils à la crèche des HUG sur un ton désagréable, au nom des restrictions alimentaires. Le syndicat Avenir syndical, qui avait eu à soutenir les deux femmes, avait exigé des excuses dans les deux cas. Les ressources humaines des HUG avaient esquivé lesdites requêtes.

De là, l'on peut oser dire qu'affronter le racisme n'avait jamais semblé être une urgence aux HUG. Jusqu'à ce que, ayant grandi en confiance depuis leur malveillante tanière, des racistes, ou l'un d'eux, ne griffonnent sur la porte de la responsable des soins en gériatrie: «Négresse dégage». Dans une grande institution comme les HUG, cet affront n'émerge qu'à travers un environnement propice. D'ailleurs l'audit réalisé à cet effet parle d'une septantaine de témoignages concernant l'existence de ce racisme et du laxisme patent à son égard³. «On dénonce, mais rien ne se passe» avait déclaré un collaborateur. Or, devant une situation d'injustice, toute ambiguïté, dans la réaction et dans la répression, est une forme de complicité. Desmond Tutu ne le contredirait pas.

A présent que ce racisme couvé au sein de l'institution a explosé dans toute sa puanteur, un petit syllogisme est nécessaire pour voir la taille du danger qui pèse sur l'altérité fréquentant les HUG. En tant que personnel aux HUG, les Noir·es et les Arabes subissent le racisme. Or, parmi les patient·es des HUG, il y a des Noir·es et des Arabes. Donc les patient·es noir·es et arabes sont aussi exposé·es à ce racisme. Imaginez un·e malade racisé·e seul·e, affaibli·e dans son corps et moins lucide dans son esprit, entre les mains hostiles d'un·e raciste, dans l'intimité des soins qu'exige la prise en charge. A ce sujet, Joëlle Payom, fondatrice de l'association Rezalliance, dit: «Un hôpital devrait être un sanctuaire, un lieu où l'humanité est au cœur de chaque interaction. Le racisme à l'intérieur de ses murs n'est pas seulement inacceptable, c'est une trahison de la mission même du soin. De nombreuses vies sont en jeu.» Cette tolérance au racisme est un danger aussi pour les patient·es et peut produire des injustices graves, comme le relève Amnesty International⁴.

Pour se défendre, les HUG invoquent leur organe de lutte contre les discriminations. Mais des témoignages affluent. Il y a aussi la peur des représailles. Celles-ci sont une domination et non une subordination. A se demander ce qu'est vraiment le climat de travail aux HUG pour les personnes racisées, quand on sait qu'une certaine opinion semble justifier ce racisme au nom de l'incompétence des soignant·es racisés⁵, dans une essentialisation. Ce cas révèle aussi que l'espace public est blanc, et que les péripéties d'affirmation du ou de la Noir·e au milieu de la blancheur sociale font penser à la condition noire. «La 'condition noire', c'est une expérience sociale, mais c'est surtout la souffrance provoquée par le racisme et les discriminations», dit l'historien Pap Ndiaye¹¹. Désinfecter les HUG du racisme s'avèrerait salutaire pour leur réputation.

* Journaliste et écrivain congolais exilé en Suisse.

¹ «Une cheffe de clinique accusée de racisme», *Tribune de Genève*, 21 août 2020.

² «Racisme à la crèche des HUG?», *Le Temps*, 3 août 2021.

³ «Propos racistes confirmés aux HUG mais 'minimisés'», *20 Minutes*, 15 oct. 2025.

⁴ «A Genève, le racisme gangrène les couloirs de l'hôpital», *24 Heures*, 14 oct. 2025.

⁵ «Le serment d'Hippocrate mis à mal», *amnesty.ch*, sept. 2023.

⁶ geneve.ssp-vpod.ch/news/2020/chroniques-dun-racisme-ordinaire-aux-hug/

⁷ «Etre noir·e en France: entre les espaces du visible et de l'invisible», mai 2018, calenda.org/443544